

Argenteuil, le 27 juillet 2016

Objet : Article du Canard enchaîné du 27 juillet 2016

Monsieur le Ministre,

Le canard enchaîné fait état d'une déclaration que vous auriez faite lors du séminaire gouvernemental, ouvrant le débat sur un concordat avec l'Islam. Vous auriez dit que "Tout en gardant mes principes républicains, je m'interroge sur l'usage vis-à-vis de l'islam d'un concordat tel que celui qui est en vigueur en Alsace-Moselle"

Cette déclaration, si elle s'avérait vraie, soulève trois questions immédiates.

D'abord, vous ne l'ignorez pas, notre pays est laïque, ce qui implique, selon l'article 2 de la loi de 1905 que « la République ne reconnaît, ne subventionne, ne salarie aucun culte ». Est-ce donc une remise en cause manifeste de notre bien le plus précieux, de notre identité, à laquelle vous réfléchissez ? Auquel cas, les Français, majoritairement *Charlie*, qui ont compris que c'est sur nos fondamentaux que nous devons tenir, auront du mal à accepter que vous envisagiez de céder sur la seule digue qui nous permet encore d'affirmer notre particularité, et nos libertés individuelles, qui y sont directement liées, puisqu'il vous faudra aussi céder sur le blasphème, et donc notre liberté d'expression.

Par ailleurs, cette mesure prendrait la forme d'une discrimination entre les croyances, et donc les croyants, ce qui remet aussi en cause l'égalité de traitement entre les citoyens de notre Nation.

Enfin, le coût du concordat en Alsace Moselle (de l'ordre de 80 à 85 millions d'euros par an pour trois seuls départements) devrait vous mener à une réflexion sur l'impact d'une telle mesure sur nos finances publiques, qui mériteraient, sans nul doute, une plus juste répartition, mais à destination de nos écoles publiques et républicaines, qui sont l'une des clés pour former une nouvelle génération qui ne croit plus en notre pays et ses valeurs, ce qui est le cas dans nombre de nos territoires perdus pour la République.

Notre pays n'a pas de problème avec l'Islam, ni avec une grande majorité de ses pratiquants, mais avec une forme sectaire, le salafisme, importée de pays étrangers, de tradition wahhabite souvent, qui financent ce culte et son implantation sur notre territoire. C'est donc par la remise en question de ces financements, leur interdiction la plus ferme que vous redonnerez son indépendance à l'expression d'une religion musulmane adaptée à nos valeurs. C'est aussi par la traque de ces intégristes, dont vous avez déjà les signalements, leur renvoi dans les pays qui nous les ont imposés, que l'action de l'Etat sera utile.

Nous avons des lois, faisons les respecter : l'article 35 de la loi de 1905 n'est plus appliqué, il permettrait pourtant de faire arrêter et condamner sévèrement tout ministre du culte qui se rendrait coupable d'« un discours prononcé ou un écrit affiché ou distribué publiquement dans les lieux où s'exerce le culte, [qui] contient une provocation directe à résister à l'exécution des lois ou aux actes légaux de l'autorité publique, ou s'il tend à soulever ou à armer une partie des citoyens contre les autres, le ministre du culte qui s'en sera rendu coupable sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, sans préjudice des peines de la complicité, dans le cas où la provocation aurait été suivie d'une sédition, révolte ou guerre civile.» Ces prédicateurs sont les complices directs de la radicalisation de milliers de jeunes, leurs vidéos vues des centaines de milliers de fois ... et ils sont libres de continuer ! Ces discours anti-Français sont le terreau de la guerre idéologique, maintenant violente, à laquelle nous devons faire face.

**Laurence Marchand-Taillade**

Présidente de l'observatoire de la laïcité du Val d'Oise

[www.marchand-taillade.info](http://www.marchand-taillade.info) - [www.observatoirelaicite95.org](http://www.observatoirelaicite95.org)

Espace Nelson Mandela – 82 boulevard du Général Leclerc – 95100 Argenteuil

Aussi, je vous demande, par la présente, de bien vouloir reconsidérer ce projet, s'il est réel, ou de démentir, au plus vite, des propos que nous ne pouvons imaginer émaner d'un membre de gouvernement de gauche, progressiste et laïque par essence.

Notre association se tient à votre disposition pour répondre à vos questions.

Veillez croire en mes sentiments les plus respectueux.



**Laurence Marchand-Taillade**

**Monsieur Bernard Cazeneuve**  
**Ministre de l'Intérieur**  
Place Beauvau  
75008 PARIS

**Laurence Marchand-Taillade**

Présidente de l'observatoire de la laïcité du Val d'Oise

[www.marchand-taillade.info](http://www.marchand-taillade.info) - [www.observatoirelaicite95.org](http://www.observatoirelaicite95.org)

Espace Nelson Mandela – 82 boulevard du Général Leclerc – 95100 Argenteuil